

Morbihan. Finances publiques : les syndicats dénoncent de nouvelles suppressions de postes



Lors d'un point à Auray, l'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT et FO des Finances publiques du Morbihan est revenue, mardi 17 janvier 2023, sur l'évolution dans le Morbihan : « Depuis dix ans, 242 emplois ont été supprimés, auxquels s'ajoutent 14 suppressions prévues en 2023. » | OUEST FRANCE

[Ouest-France Virginie JAMIN](#). Publié le 18/01/2023 à 07h26

Symboliquement, ils ont choisi de s'exprimer à [Auray](#), théâtre, en 2019, d'une importante mobilisation d'usagers, élus, agents et représentants du personnel, forte de 400 manifestants pour le service public de l'impôt. L'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT et Force ouvrière des Finances publiques est revenue, mardi 17 janvier 2023, sur l'évolution dans le [Morbihan](#). « **Depuis dix ans, 242 emplois ont été supprimés , auxquels s'ajoutent 14 suppressions prévues en 2023. »**

Cette prise de parole intervient dans la foulée d'un comité social d'administration à Vannes, avec la direction : en début de réunion, l'intersyndicale a lu une déclaration, puis est partie. « **On veut des emplois pour travailler correctement, un service public de qualité** », répercute Nicolas Lhuillery (Solidaires). L'effectif dans le Morbihan atteint « **830 agents** », parmi lesquels « **un malaise, une souffrance** » liés « **à des conditions de travail se dégradant** ».

« Défauts d'accès »

La réforme lancée depuis trois ans, avec déploiement d'un nouveau réseau de proximité, dont « **la dernière phase est finie** », n'a « **rien apporté à l'utilisateur** », analyse Patrick Ravache (FO). Les maisons France services « **n'ont pas la technicité des trésoreries** », tandis que « **l'objectif de tout passer au numérique exclut un certain nombre de personnes, y compris des jeunes**

perdus dans les démarches, observent Hervé George (CFDT) et Christophe Rissel (CGT). **On a des défauts d'accès de citoyens au service public, à leurs droits. »**

Contactée, la direction Morbihan des Finances publiques souligne « **un budget renforcé de 20 % au national** », la « **présence dans 31 maisons France services** » visant à « **se rapprocher des citoyens** ».

Au sujet des 14 suppressions des postes, « **sept sont liées à des tâches disparaissant : fin de la taxe d'habitation sur la résidence principale, redevance télé, contribution sur la valeur ajoutée des entreprises**, détaille Jean-Jacques Page, chargé de communication. **Et sept sont des redéploiements : lutte accentuée contre la fraude fiscale, plan de soutien aux entreprises, services informatique et numérique. »**